

RÉACTIONS À LA RÉÉLECTION DE BOUTEFLIKA

Seuls Paris, Rabat et Tunis

Quelques pays ont réagi à la réélection de Abdelaziz Bouteflika. Sarkozy, Mohammed VI et Ben Ali ont félicité officiellement, dès vendredi, leur homologue algérien. Le gouvernement américain a préféré temporiser malgré une première réaction mitigée d'un responsable du département d'Etat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Nicolas Sarkozy a été plus rapide que son prédécesseur. En 2004, Jacques Chirac avait au moins attendu que les résultats du scrutin soient validés par le Conseil constitutionnel pour féliciter officiellement Abdelaziz Bouteflika.

«Le président Nicolas Sarkozy adresse ses chaleureuses et amicales félicitations au président Abdelaziz Bouteflika à l'issue de la réélection de ce dernier à la présidence de la République algérienne démocratique et populaire.

Il lui souhaite plein succès dans la haute mission qui est la sienne. Attaché à la construction d'un partenariat d'exception entre la France et l'Algérie, le chef de l'Etat formule le souhait que nos deux pays, riches de

leurs peuples et de la proximité qui les unit, parviennent à construire un lien exemplaire aux yeux du monde», précisait, vendredi, un communiqué de presse de la présidence de la République française.

Dans le même style, citons le message de Zine-El-Abidine Ben Ali. «La confiance renouvelée en votre personne atteste de vos hautes qualités et de votre riche expérience et témoigne des réalisations et réformes d'avant-garde que vous avez accomplies dans tous les domaines et en faveur de votre peuple», note le président tunisien qui ne manquera pas de souhaiter à son voisin ses meilleurs vœux de «santé et de bonheur».

Idem pour le roi du Maroc qui a exprimé ses «félicitations les plus cha-

leureuses et ses vœux les plus sincères de succès» à Abdelaziz Bouteflika.

En fait, jusqu'à présent, il n'y eu aucun autre message officiel de félicitations adressé à Abdelaziz Bouteflika.

Dans le registre des réactions, on peut, toutefois, citer celle de Richard Aker, un des porte-parole du département d'Etat américain. Interrogé vendredi sur la réélection de Bouteflika à plus de 90% des voix exprimées, ce

fonctionnaire américain a indiqué que son gouvernement est «préoccupé» par les accusations de fraude électorale.

«Tout d'abord, nous serons heureux de coopérer avec le président Abdelaziz Bouteflika alors qu'il entame un troisième mandat. Nous avons connaissance de plaintes et du fait que certains partis de l'opposition ont boycotté l'élection et nous coopérerons avec le gouvernement algérien

pour régler ce problème. Nous sommes préoccupés par ces questions et nous souhaitons que le gouvernement y réponde, mais pour l'instant, nous ne voyons aucune raison de ne pas croire que nous allons continuer à coopérer avec le président Bouteflika pendant son prochain mandat.»

Toutefois, le porte-parole ne précise pas comment son pays comptait «coopérer» avec le gouvernement algérien

pour régler «ce problème».

Sur cette épineuse question de fraude, les Français ont choisi la prudence. «Nous n'avons pas de commentaire particulier à faire sur ces chiffres. Il ne revient pas à la France de commenter des chiffres de participation ni des chiffres de résultat», a déclaré à la presse le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

T. H.

DJAHID YOUNSI, CANDIDAT D'EL-ISLAH

À LA PRÉSIDENTIELLE DU 9 AVRIL :

«La fraude a bénéficié à plusieurs candidats»

«Des encadreurs au niveau des bureaux de vote de plusieurs wilayas ont été menacés par les chefs de daïra et les maires pour les obliger à bourrer les urnes en faveur de plusieurs candidats», a révélé Djahid Younsi, secrétaire général d'El Islah et candidat à l'élection présidentielle du 9 avril dernier.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Intervenant dans une conférence de presse

tenu hier au Centre international de presse à Alger, le candidat déchu citera des cas de dépassements à Constantine lors des opérations de dépouillement où «pas moins de 11 000 bulletins ont été attribués au candidat Moussa Touati alors que 1 600 bulletins qui lui revenaient de droit ont été supprimés du décompte».

Un cas de fraude pour lequel le candidat d'El-Islah compte saisir le Conseil constitutionnel dans les prochains jours. Et à en croire Djahid Younsi, «d'autres candidats ont également bénéficié de la fraude». «Nous avons une dizaine de P-V de dépouillement qui prouvent ces dépassements», a encore ajouté le conférencier.

Dans sa lancée, le candidat d'El Islah relèvera plusieurs cas de fraude «constatés dans toutes les wilayas» dont «l'expulsion brutale des représentants des candidats des bureaux de vote, l'élaboration des P-V de dépouillement dans les sièges de wilayas et mairies remis deux jours après l'annonce des résultats mais portant tout de même la date du scrutin» ainsi que «la distribution des bulletins de vote du candidat vainqueur (Bouteflika ndr) dans les boîtes aux lettres des citoyens».

«Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas encore reçu les P-V de dépouillement d'une dizaine de wilayas dont ceux de la



Photo : Samir Sid

«Le taux de participation n'a pas dépassé 25%».

capitale», déplore Djahid Younsi. Selon ce dernier, l'implication de l'administration qui a «redoublé d'ingéniosité pour frauder au vu et au su de tout le monde» durant la campagne électorale jusqu'à la fin du scrutin a abouti à des résultats «entachés de fraude» et «risibles».

Des résultats qui «portent atteinte non seulement à l'image du pays mais discréditent le candidat qui a été déclaré vainqueur», dira-t-il.

Et à ce titre «il ne peut y avoir d'analyses et de lectures fiables», poursuit-il, visiblement non satisfait par «le classement qui nous a été attribué».

A en croire le candidat à la dernière présidentielle du parti El Islah, le taux de participation n'a pas dépassé «le tiers du chiffre officiel» soit moins de 25%.

Poursuivant son réquisitoire contre le déroule-

ment du scrutin du 9 avril, Djahid Younsi a soutenu que «si les élections s'étaient déroulées sans fraude, aucun candidat n'aurait obtenu la majorité absolue».

S'agissant de la Commission de surveillance des élections, l'ex-candidat a soutenu que le dépôt d'un recours relève de l'impossible «car dans la forme, il faut inscrire ce recours dans le P-V de dépouillement, ce qui est impossible dans la mesure où l'élaboration des P-V s'est faite en l'absence des représentants des candidats», explique-t-il, en soulignant à ce propos l'impuissance de la Commission Teguija qui n'a pas trouvé mieux que de «nous conseiller de nous battre avec les chefs de centre qui demandaient à nos représentants de quitter les bureaux de vote».

L. M.

POINT DE PRESSE DE FAWZI REBAÏNE

«J'ai été vaincu par l'ENTV»

Dans une conférence de presse animée au Centre international de presse (CIP), le candidat Ali-Fawzi Rebaïne a affirmé qu'il n'a pas perdu contre le candidat Bouteflika mais plutôt contre l'ENTV.

Le candidat de Ahd 54 a martelé qu'il n'a eu le droit de passer sur les médias lourds que lors des rendez-vous électoraux. Rebaïne qui a obtenu 0,93% des suffrages exprimés pour l'élection présidentielle de 2009, a soutenu que le temps qui lui a été consacré aux journaux télévisés était de 2,5 minutes.

Celui réservé au candidat Bouteflika était d'environ 30 minutes. Très critique, le candidat Rebaïne a annoncé qu'il compte bien mettre à exécution sa décision de saisir l'ONU pour des cas de dépassements dans la présidentielle de 2009.

A la question de savoir pourquoi il ne veut pas saisir d'abord les instances nationales, Rebaïne affirme qu'il va également déposer des requêtes au niveau des instances nationales, seulement il a souligné que celles-ci ont perdu de leur crédibilité.

A ce moment précis, le candidat de Ahd 54 exhibe un document. Selon lui, il

s'agit du procès-verbal d'un huissier de justice qui atteste que Rebaïne a totalisé plus de 100 000 signatures récoltées dans 38 wilayas.

Or, le rapport du Conseil constitutionnel a fait ressortir un total de 97 000 signatures récoltées dans 44 wilayas. Fawzi Rebaïne a, par ailleurs, annoncé qu'il n'allait pas pour autant renoncer à son activisme politique. «Il faut poursuivre la lutte car le pouvoir politique occupe tous les espaces que laisse l'opposition».

Revenant sur le rôle des observateurs internationaux, Rebaïne a fait savoir que la délégation de l'ONU n'est pas venue dans le cadre de l'observation du déroulement du vote, mais a affirmé être disposée à entendre toutes les parties.

Pour les autres délégations (Union africaine, Ligue arabe et Conseil islamique) elles se sont entretenues individuellement avec les candidats et leurs représentants.

Le candidat de Ahd 54 a terminé son intervention en soutenant que son parti se présente comme une alternative au profit du peuple et qu'il compte bien continuer de militer dans l'opposition.

N. M.

FFS

Tabou s'expliquera aujourd'hui

Le FFS organisera aujourd'hui une conférence de presse, a-t-on appris de source proche de la direction nationale de ce parti. La sortie médiatique, très attendue du premier secrétaire national du FFS, M. Karim Tabou, interviendra après la réunion du secrétariat national du parti

qui s'est tenue hier dans la soirée. M. Karim Tabou rendra compte de la position de son parti sur les résultats de la présidentielle et fera part, éventuellement, des actions politiques que le FFS compte entreprendre prochainement.

A. B.